

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Brasil-il-faut-reformer-l-ONU-et-le-Conseil-de-securite>

# **Brasil : « il faut réformer l'ONU et le Conseil de sécurité »**

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : jeudi 21 avril 2011

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**La présidente Dilma Roussef rejette « les politiques impériales, les certitudes catégoriques et les réponses guerrières de toujours ».**

Après la présidente argentine Cristina Fernandez qui déclarait le 30 avril dernier : « quand je vois les dits civilisés régler leurs affaires à coups de bombes, je me sens très fière d'être sudaméricaine, de faire partie de l'UNASUR », c'est au tour de la présidente du Brésil Dilma Rousseff de rappeler ce mercredi que sa politique extérieure a pour axes principaux la réforme de l'ONU et le renforcement des liens avec l'Amérique Latine, en particulier avec l'Argentine et le Mercosur. Priorité absolue : les pays sudaméricains, dont « les destins comme le nôtre et comme celui de toute l'Amérique du Sud, sont intimement liés ».

« Il n'y aura pas d'espace pour les discordes et les rivalités qui nous ont séparés dans le passé » a déclaré Rousseff lors d'une cérémonie de remise de diplômes à une promotion de jeunes diplomates.

« Réformer le Conseil de sécurité n'est pas un caprice du Brésil. C'est une nécessité pour l'adapter à l'équilibre des forces du XXIe siècle et donner une importance effective aux questions de paix et de sécurité. Mais aussi pour que les décisions sur ces sujets soient prises par des groupes plus représentatifs et donc plus légitimes ».

La semaine dernière, le Brésil et les quatre autres pays émergents du BRICS (Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se sont prononcés contre l'usage de la force en Libye, défendu par la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. « En ce qui concerne la sécurité, l'ONU a vieilli », a estimé Mme Rousseff, et « les politiques impériales, les affirmations catégoriques et les sempiternelles réponses guerrières ne sont plus acceptables ».

Le Brésil revendique depuis des années un siège de membre permanent au sein d'un Conseil de sécurité élargi. A l'heure actuelle, seuls cinq pays (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) disposent d'un siège permanent et d'un droit de veto au sein du Conseil, instance inchangée depuis sa création à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

« Il est nécessaire de réformer la gouvernance mondiale », en accordant aux « pays dits émergents » une place conforme à leur « poids véritable sur la scène internationale », a-t-elle insisté.

[LRV](#). Brésil, 21 avril 2011